

Francesco Rossolillo

Senso della storia e azione politica

II. La battaglia per la Federazione europea

a cura di Giovanni Vigo

Società editrice il Mulino

La pensée erronée de Kohn sur le nationalisme allemand

The Mind of Germany de Hans Kohn¹ est une histoire du nationalisme allemand, faite surtout à partir des oeuvres des intellectuels qui prirent une part, vraie ou supposée, à l'élaboration de l'idéologie nationale. Un second sujet se mêle et se confond à celui-ci, tout à fait différent: l'étude de l'éloignement progressif de l'Allemagne de l'Occident².

La vaste culture et le sincère cosmopolitisme de Kohn lui permettent de mettre en lumière dans son oeuvre quelques données éclairantes que l'historiographie nationale a généralement travesties. Le monde dans lequel vécurent Goethe et Schiller nous est retracé, avec l'aide de citations nombreuses et efficaces, comme un monde dominé par des idéaux cosmopolites et individualistes, consciemment contraires à la création d'un Etat national allemand. De l'analyse du mouvement romantique on peut déduire clairement qu'il n'a pas contribué, même pour une part minimale, à la création du nationalisme politique, mais qu'il est resté étroitement limité à la mise en valeur de la nation culturelle. «Les romantiques allemands, écrit-il explicitement (page 69), ne s'intéressaient pas à la politique et à la puissance nationale, mais à l'esprit et au caractère poétique national. A cet égard, ils appartenaient encore à l'époque de Goethe». De son oeuvre on déduit en somme clairement qu'au début du XIX^e siècle il n'existait pas en Allemagne un mouvement national. «Les guerres

¹ Hans Kohn, *The Mind of Germany*, London, McMillan, 1960, reprinted (with corrections) 1962, pp. 354.

² Dans la terminologie de Kohn le concept d'Occident, qui revient tout au long du volume sans être jamais défini, apparaît extrêmement vague et nébuleux et fait naître le soupçon légitime qu'il s'agisse d'une projection dans le passé de l'opposition politique et idéologique qui aujourd'hui domine le monde.

de l'Autriche et de la Prusse contre Napoléon en 1805 et en 1806, lit-on page 74, ne suscitèrent aucune sympathie dans les autres pays allemands. Pendant que Napoléon volait de victoire en victoire, la ligne progressiste de son administration et la force sans précédent de sa personnalité créaient une légende à laquelle les esprits les plus éminents d'Allemagne s'abandonnaient d'autant plus facilement que le sentiment national leur était inconnu. Le 13 octobre 1806, le jour précédant la bataille d'Iéna où l'armée prussienne fut ignominieusement battue, Hegel écrivait, de la ville occupée alors par les forces françaises: "Comme je l'ai déjà fait autrefois, chacun maintenant prie pour le succès de l'armée française". Trois mois plus tard, Hegel voyait dans la victoire française la preuve que "l'instruction et l'intelligence ont défait la grossière efficacité". Au cours des années suivantes, il travailla en Bavière, le principal Etat de la Confédération, et maintint fermement sa fidélité à l'empereur. En 1813 également, il continua à parler du mouvement de libération avec ironie et des libérateurs avec mépris. En avril 1814 il déclara que la chute de Napoléon signifiait "qu'un grand homme avait été battu par la médiocrité de la multitude"». Et encore, page 34: «Dans une étude récente sur la montée de la conscience nationale en Allemagne nord-occidentale entre 1790 et 1830, Wolfgang von Groote a trouvé que les Allemands de cette zone étaient également éloignés, dans leur modération, de l'enthousiasme patriotique de la Prusse et du culte napoléonien, si répandu en Allemagne occidentale et méridionale. "La majorité de la population n'éprouvait aucun enthousiasme national". Les gens éprouvaient de l'antipathie pour les étrangers mais ne se sentaient ni humiliés ni offensés par leur occupation».

A ces données qui se dégagent de l'oeuvre de Kohn, il faut reconnaître une indubitable fonction démystificatrice. Mais dans son analyse pèse lourdement l'indétermination dans laquelle il laisse le concept de nationalisme que, tout au long de son livre, il ne se préoccupe pas de définir. Cela le porte à confondre avec le nationalisme certains phénomènes qui, en réalité, n'eurent rien à voir avec lui, et à tomber dans de fréquentes contradictions. En fait, tandis que d'une part, comme on le voit dans les citations ci-dessus reportées, il démontre que l'on ne peut parler de ferments nationaux en Allemagne au début du XIX^e siècle, d'autre part il en vient à parler de «point culminant de l'excitation nationaliste,

lorsque la défaite de Napoléon était imminente et la jeunesse patriotique discutait avec confiance du problème de la création d'un nouveau Reich» (page 35) et à affirmer que l'année 1806 fut le *turning point* dans l'histoire du nationalisme allemand (page 69).

Toujours dans cette même lumière il semble que l'on puisse expliquer le rôle exagéré qu'il attribue à des figures comme Arndt et Vater Jahn, qui écrivirent et agirent justement au début du siècle et qui, selon lui, marqueraient la naissance du nationalisme allemand. Meinecke³ qui, comme on le sait, étudia à fond la naissance et le développement de la pensée nationale en Allemagne, ne concorde pas avec cette évaluation; il n'attribue aucune importance à Jahn et met en lumière, en ce qui concerne Arndt – à l'oeuvre de qui il accorde pourtant une certaine importance – que sa conception d'Etat national était tellement nébuleuse et extravagante que, si on l'avait appliquée, elle aurait comporté l'extension de la souveraineté polonaise à la Prusse et à la Courlande⁴.

Mais on doit adresser une autre critique de fond à Hans Kohn. Il succombe en effet à une tentation à laquelle sont fréquemment exposés les historiens des idées politiques: considérer les événements politiques comme les effets exclusifs de l'influence exercée par les idées de ceux qui les ont souhaités ou en ont donné la justification théorique. Il transfère au domaine historique général une méthode valable, et en partie seulement, dans le domaine où la pensée humaine jouit d'une effective autonomie: le domaine philosophique et scientifique; c'est-à-dire qu'il a tendance à croire que les idées politiques qui dominent une période historique sont élaborées arbitrairement par les penseurs qui en ont la paternité et que, tout aussi arbitrairement, avec une somme d'actes de volonté auxquels il serait vain de chercher une explication, elles sont acceptées par les masses. Il tend de cette façon à sous-évaluer, et parfois à mettre complètement entre parenthèses, le rôle que jouent, dans la vie des Etats, d'une part le degré de développement des rapports de production, et d'autre

³ Cfr. Friedrich Meinecke, *Weltbürgertum und Nationalstaat*, München und Berlin, Verlag von R. Oldenbourg, 1928.

⁴ *Op. cit.*, p. 94 (note). L'idée qui conduisit Arndt à cette conclusion était que «la première frontière naturelle est constituée par le fait que chaque pays ait sa mer; la seconde est la langue».

part la structure des rapports internationaux dans lesquels sont plongés les Etats. Il ne voit pas, en général, que les idées politiques elles-mêmes, quelque force autonome qu'elles puissent avoir pour donner une forme plutôt qu'une autre aux événements, ou pour les accélérer plutôt que pour les ralentir, ou parfois même pour les déterminer, sont toujours le résultat des expériences que les penseurs ont faites en leur temps; qu'elles sont toujours situées historiquement et doivent être considérées dans le contexte politique et social dans lequel elles ont été élaborées; et que c'est dans un tel contexte que doit être étudiée leur capacité d'assumer le rôle d'idée-force ou de mot d'ordre, et de marquer de leur sceau une période historique. Il est porté, en somme, à ne pas tenir compte du fait que les idées qui jouent vraiment un rôle dans l'histoire sont toujours des représentations plus ou moins déformées, plus ou moins confuses, d'une situation réelle et, comme telles, ne peuvent être étudiées sans tenir compte des situations qu'elles représentent.

Le nationalisme allemand n'est donc pas traité par Kohn comme une idéologie d'un certain type d'Etat, et son évolution comme un processus idéologique. Il est au contraire considéré comme le produit exclusif de l'action exercée par les oeuvres de Arndt, Jahn, Droysen, Wagner, Treitschke, Weber, Spengler, etc., comme un climat créé on ne sait pourquoi, avec une force et une diffusion croissant de génération en génération, par les intellectuels allemands, qui parvient à marquer de son empreinte le comportement de la classe politique jusqu'à conduire l'Allemagne aux catastrophes des deux guerres mondiales. On ne peut étudier ici les forces historiques réelles qui ont jeté l'Europe, et non seulement l'Allemagne, dans la ruine et la bestialité du nationalisme, même si nous devons rappeler que la nation est le sous-produit de l'Etat et non vice versa, ce qui invalide, dès le départ, l'analyse du nationalisme allemand faite par Kohn. Nous nous limiterons seulement à mettre en lumière, à titre d'exemple, quelques conclusions paradoxales auxquelles Kohn est porté par sa méthode historique. La valeur pratiquement exclusive qu'il donne au rôle joué par les idées le porte à nier la situation de pouvoir en tant qu'élément ayant une valeur autonome et permanente dans le monde de la politique, et à considérer la *Machtpolitik* uniquement comme le résultat de l'adoption, de la part des politiciens, des valeurs et des théories arbitrairement

élaborées par les penseurs. Et la poussée des conflits économiques, sociaux, politiques, étatiques? Tout cela n'existe pas pour Kohn. Il considère, par exemple, comme particulièrement catastrophique dans le développement de l'histoire allemande le fait que ce soit en Allemagne qu'ait fleuri la théorie de la raison d'Etat: «La pensée politique allemande, écrit-il page 263, tomba après 1806 sous l'influence unilatérale du réalisme de Machiavel et de la raison d'Etat, *die Idee der Staatsräson*, un concept pour lequel, chose caractéristique, il n'est pas d'équivalent anglais. Dès lors la politique devint une technique pour acquérir, conserver et étendre le pouvoir». Il poursuit en citant Ranke comme étant le principal exposant de ce courant de pensée et rapporte une de ses phrases, extraite du *Politisches Gespräch* (page 264): «La position de l'Etat dans le monde dépend du degré d'indépendance atteint. Il est donc contraint à organiser toutes ses ressources intérieures dans le but de son autoconservation». Kohn poursuit en mettant en lumière ce qui fut selon lui les conséquences de la théorie de la raison d'Etat: «La conception de Ranke impliquait une rupture avec les courants de l'évolution occidentale, exprimait le refus prussien de suivre dans l'évaluation des relations internationales la ligne occidentale, plus pacifiste. La philosophie de Ranke fut une des bornes de la révolte contre l'occident, et se fit le soutien, contre les paladins du libéralisme occidental, d'un nouveau prussianisme qui, avec le temps, se transforma en germanophilisme... Sa théorie... se refléta... avec une destructive mais inévitable réaction en chaîne dans le slavophilisme, dans le sinophilisme, dans l'indophilisme, etc... Partout où les principes des nations occidentales les plus évoluées se heurtaient aux traditions locales, une semblable révolution idéologique était la conséquence logique du nationalisme local...».

Et pourtant la pensée d'un autre grand théoricien de la «raison d'Etat» (même s'il ne fit pas usage de cette expression), Alexander Hamilton, préluda à des événements bien différents. Ce fut lui qui écrivit la phrase que l'on peut lire sur la couverture de cette revue⁵. Et il écrivit aussi⁶: «La crainte des dangers extérieurs est le mobile le plus puissant de la conduite des nations. Même le plus ardent amour de la liberté céderait bientôt

⁵ *The Federalist*, essai n. 6.

⁶ *The Federalist*, essai n. 8.

à ses conseils. La perte de la vie et de la propriété par les violences qui accompagnent la guerre, les efforts incessants et les craintes résultant d'un état de danger continu, forcent les nations les plus attachées à la liberté à demander le repos et la sécurité des institutions qui tendent à détruire leurs droits civils et politiques. Pour être plus tranquilles elles finissent par risquer d'être moins libres».

Les idées qui sont à la base de l'oeuvre de Ranke sont donc également à la base de l'oeuvre du principal artisan de la fondation des Etats-Unis d'Amérique qui, pendant plus d'un siècle, furent la société la plus libre du monde. Et cela ne peut guère étonner parce que l'idée de la raison d'Etat n'est pas le libre choix d'une valeur parmi d'autres valeurs, du militarisme par rapport au pacifisme, mais la reconnaissance d'un état de fait, de la nécessité d'adapter la structure de l'Etat et la conduite du gouvernement aux conditions extérieures et internes de sa survie.

Mais pour Hans Kahn la raison d'Etat n'est que le produit de l'acceptation des idées de ceux qui en ont fait la théorie. A ce propos vient à l'esprit un passage de Merleau-Ponty⁷: «La guerre a tellement usé les coeurs, elle a demandé tant de patience, tant de courage, elle a tant prodigué les horreurs glorieuses et inglorieuses que les hommes n'ont plus même assez d'énergie pour regarder la violence en face, pour la voir là où elle demeure. Ils ont tant souhaité de quitter enfin la présence de la mort et de revenir à la paix qu'ils ne peuvent tolérer de n'y être pas encore et qu'une vue un peu franche de l'histoire passe auprès d'eux pour une apologie de la violence. Ils ne peuvent supporter l'idée d'y être encore exposés, d'avoir encore à payer d'audace pour exercer la liberté. Alors que tout dans la politique comme dans la connaissance montre que le règne d'une raison universelle est problématique, que la raison comme la liberté est à faire dans un monde qui n'y est pas prédestiné, ils préfèrent oublier l'expérience, laisser là la culture et formuler solennellement comme des vérités vénérables les pauvretés qui conviennent à leur fatigue. Un innocent est un innocent, un meurtre est un meurtre, – telles sont les conclusions de trente siècles de philosophie, de méditation, de théologie et de casuistique».

⁷ Maurice Merleau-Ponty, *Humanisme et Terreur*, Paris, Gallimard, 1947, p. XXXVII.

Et c'est là précisément la position de Kohn. La politique de puissance qui a poussé l'Allemagne à la catastrophe n'a pas été pour lui une manifestation – qui a assumé un caractère extrême en raison de la position particulière de l'Allemagne sur l'échiquier européen, de son développement industriel uni au manque de débouchés, etc... – de la violence dont sont empreints par leur nature même les rapports entre Etats souverains, en tant que tels soustraits aux règles du droit, mais le résultat de la mauvaise volonté des politiciens, poussée et légitimée par la folie des intellectuels. Et quiconque, comme Ranke et les autres théoriciens de la raison d'Etat, prend acte de la violence qui régit les rapports internationaux, en construit la théorie, tente en somme d'établir les canons qui permettent de se faire «une vue un peu franche de l'histoire» devient un instigateur de la violence, devient l'artisan des phénomènes qu'il étudie⁸: ce qui équivaut à croire que c'est le chant matinal du coq qui fait se lever le soleil.

En fait le mal et la violence existent encore comme traits constants et que l'on ne peut éliminer – pour longtemps – de l'histoire: et il n'existe aucune autre possibilité de travailler efficacement pour les dépasser que d'en prendre acte, que de regarder l'ennemi en face. Ce n'est certes pas en niant l'existence de l'ennemi que l'on gagne les batailles. Certes, qui veut améliorer le monde ne peut éviter de porter des jugements de culpabilité; mais l'on ne peut s'arrêter à ce stade, si l'histoire produit inévitablement et continuellement des situations où les coupables émergent et où les innocents sont mis de côté. Et qui ne sait parvenir à identifier les racines du mal est destiné à jouer un rôle de couverture de la violence.

Et Kohn, en conclusion de son livre, en arrive inévitablement à avaliser le *status quo*, les pouvoirs existants: «Un nouvel élément de la situation actuelle, écrit-il page 350, est la disparition des calculs des hommes d'Etat de la possibilité d'une guerre franco-allemande, qui pendant trois siècles a contribué régulièrement à former la trame de l'histoire européenne. Le fait propice d'une

⁸ Certes, Ranke et le plus grand de ses disciples, Meinecke, unirent à l'analyse scientifique de la raison d'Etat le culte de la puissance et tinrent une part importante dans l'oeuvre de justification de la politique allemande dans laquelle – surtout après 1866 – s'engagera une si grande partie de la culture germanique. Mais cela ne diminue pas la validité de leurs positions théoriques.

entente franco-allemande peut toutefois acquérir sa valeur réelle seulement dans la structure Nord-atlantique. La réintégration de l'Allemagne dans l'Occident, afin de consolider la démocratie et de rendre inoffensif l'attrait de la gloire militaire et de la grandeur impériale en Allemagne et ailleurs, doit procéder en très étroite collaboration avec les pays de langue anglaise et avec les petites démocraties allemandes limitrophes; ce n'est qu'ainsi que l'Allemagne peut créer une société sûre, libre et civile». Et il ajoute (page 353): «Une part importante de la jeunesse allemande (comme d'ailleurs la plus grande partie des jeunes de tous les pays dans les dernières années 50) est indifférente aux questions idéologiques qui passionnaient tellement la jeunesse des années 30. L'indifférence envers le fascisme et le communisme ne transforme pas les jeunes en démocrates. Mais là encore il n'y a pas lieu d'exagérer le péril d'une telle attitude. La jeunesse allemande s'est lassée de l'extrémisme de Nietzsche et de George et plus encore de celui de leurs disciples. Dans le passé récent, de nombreux Allemands se montraient enclins à accepter mythes et légendes intellectuelles et à agir impatientement pour leur réalisation. Cette tendance a été en grande partie substituée par le désir du petit bonheur, des petites joies quotidiennes de l'homme commun que Nietzsche, George et Spengler méprisaient tant».

Cultiver notre petit bonheur et laisser aux Américains la responsabilité des décisions dont dépendent notre vie et notre mort: c'est là le message de conclusion du livre de Hans Kohn.